

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 25 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La perte déplorable du *Bonaparte* a produit sur toute la partie honnête et intelligente de notre population l'impression la plus douloureuse. C'est qu'on a compris bien vite que ce n'était pas le seul malheur privé, qui frappait si cruellement une entreprise particulière, mais on a senti qu'il atteignait directement les intérêts tout entiers de notre pays. Tous les esprits impartiaux et qui applaudissent avec bonheur au développement industriel et moral de la Corse s'étaient trop réjouis des succès obtenus par la Compagnie Valéry, qui dans son activité infatigable, avait su triompher des obstacles et multiplier les relations entre notre île et les continents français et italiens, pour ne point ressentir vivement un coup qui compromettrait si gravement l'avenir de ces relations elles-mêmes si utiles, si profitables pour nous. On aurait donc pu espérer, dans cette circonstance douloureuse que les mauvaises et étroites passions, qui luttent infructueusement avec tant de fâcheuse persévérance, contre cette compagnie, auraient eu la pudeur et le bon sens de respecter une calamité si grande et ne se seraient pas fait une arme d'une catastrophe pour reprendre, avec une nouvelle énergie leurs attaques odieuses; attaques doublement odieuses, car elles tendent non seulement à compromettre le présent, mais pourraient décourager de toute tentative pour l'avenir.

Le triste événement du 14 a donc été pour ces passions mauvaises une occasion de nouvelles agressions, d'autant plus violentes qu'elles se croient plus sûres du triomphe, c'est-à-dire de la ruine d'une compagnie qui a rendu cependant de si grands services au pays. Ces passions envieuses se sont laissées aller à un nouveau débordement d'attaques non seulement contre la compagnie elle-même, dont-elles veulent la ruine à tout prix, mais surtout contre les gérants dont le tort le plus impardonnable est d'avoir fondé et développé une entreprise si utile et qu'elles ont poursuivie de leurs rancunes colères. Ces passions impitoyables, n'ont point été désarmées par le malheur qui atteint si gravement la compagnie, qui frappe directement ses gérants, qui en sont les principaux actionnaires, et qui s'annoncent par là même la perte la plus considérable. La vue du succès, qui était déjà certain; les relations nouvelles ouvertes entre la Corse et l'Italie, qui s'annonçaient d'une manière si heureuse et si féconde et qui auraient dû par là même satisfaire les esprits les plus exigeants, alors qu'elles surpassaient les espérances qu'on pouvait former, ces relations nouvelles si fatalement interrompues, voilà ce qui avait irrité profondément ces passions et voilà aussi ce qui explique leur nouveau débordement. Mais elles auront beau s'efforcer d'être injustes, violentes, elles ne feront pas que la reconnaissance publique ne tienne compte des efforts accomplis avec une si louable persévérance et qui méritent les sympathies de tous les vrais amis de notre pays; elles n'empêcheront pas que la sympathie de ces derniers ne prenne sa part du malheur qui frappe une compagnie et avec elle le pays lui-même.

Dans toute autre ville que la nôtre, où l'on ne cède pas à d'étroites et de mesquines préoccupations de rivalités, de personnes, où l'on n'a qu'une passion, celle du bien public, où l'on s'efforce d'être juste et moins envieux des succès obtenus, on ne se serait empressé de soutenir et d'encourager les gérants d'une compagnie qui n'avait et n'a d'autre but que d'accroître la prospérité de la Corse. Cette conduite, après tout, n'eût été qu'un calcul très ordinaire de sagesse et d'habileté communes. Malheureusement il n'en a pas été ainsi à Bastia et bien que cette opposition, que nous sommes malheureux de constater, ne soit le fait que d'une faible minorité, son existence n'en est pas moins déplorable. Les mauvaises passions ont une énergie qui supplée par une activité infatigable à leur peu de consistance en elles-mêmes. A force de se remuer, de répéter sans cesse les mêmes accusations, on peut se fatiguer de voir

l'opinion publique s'égarer et la justice elle-même, circonvenue, même à son insu, même malgré elle, par toutes ces odieuses rumeurs se laisser tromper et abuser.

Ces coupables espérances, nous sommes affligés de le dire, se sont en partie réalisées, et ce n'est pas sans un étonnement douloureux que nous voyons certains agents subalternes de l'autorité, d'ordinaire insoucients et négligents de leurs devoirs, devenir tout-à-coup actifs et zélés dans cette triste circonstance, pour satisfaire ainsi des passions envieuses et nuire aux intérêts généraux et particuliers de la cité.

Dans ce débordement d'attaques incessantes et qui ont malheur à raviver, la malveillance devait naturellement s'en prendre à notre journal qui a le tort impardonnable d'avoir encouragé de ses faibles efforts une entreprise qui se recommande si bien d'elle-même aux sympathies du pays. Les calomnies odieuses que ses détracteurs se plaisent à répandre aussi contre nous, nous en faisons le cas qu'elles méritent. Ces calomnies font plus de tort à ceux qui les profèrent qu'à nous-mêmes. Si l'est des personnes assez malheureuses pour croire à l'impossibilité de sentiments désintéressés, tant pis pour elles, pour nous nous croyons et nous avons toujours cru, que la compagnie Valéry a rendu de grands services à notre pays, qu'elle est appelée à lui en rendre encore. Nous avons toujours dit et nous continuerons à le dire que la prospérité de notre ville et de notre commerce se rattachent étroitement l'une et l'autre à la prospérité de cette compagnie elle-même; en parlant ainsi nous avons été fidèles à la vérité, nous avons été à la plus manifeste évidence.

Cette évidence n'existe pas pour les meneurs de l'odieuse intrigue, que nous avons la douleur de signaler. Elle veut la ruine de la compagnie Valéry; c'est là le but élevé et patriotique qu'elle poursuit, et pour atteindre ce but si noble, si désintéressé, si intelligent, tous les moyens lui sont bons. Elle n'hésite pas à associer à ses rancunes, à son envie le nom d'illustres personnalités qui exercent à si juste titre une haute influence sur notre pays. C'est là une inconvenance pour ne dire rien de plus, contre laquelle nous croyons devoir protester avec énergie. Entre cette intrigue et nous nous recommandons, il n'y a rien de commun. Ces personnes n'ont qu'un désir, le bien, la prospérité de notre pays. Leurs noms devraient être au moins respectés et on leur devrait la justice et la convenance de ne point les mêler à toutes ces misères. C'est là un conseil que nous croyons devoir adresser à certaines conversations récentes qui s'imaginent suppléer à force de bruit à ce qui manque à leur dévouement de fraîche date.

LISTE des jurés qui doivent faire le service de la session du 4^e trimestre de 1847, qui s'ouvrira à Bastia le 22 novembre prochain sous la présidence de M. Gavini, assisté de MM. Giordani et Nasica, conseillers.

Jurés titulaires.

1. Poli Joseph-Marie, prop. domicilié à Cervione.
2. Bradi Pierre-Antoine, avocat, Bastia.
3. Peraldi Joseph-Marie-Louis, propriétaire Ajaccio.
4. Arnaud Jean-Louis, propriétaire, Bastia.
5. Mastagli Jean-André, adjoint au maire de Calvi.
6. Guasco Antoine, docteur en chirurgie, Bastia.
7. Pugliesi Etienne, prop. et négociant, Ajaccio.
8. Bonavia Jacques-François, prop. S. Reparata.
9. Paoli Pierre, propriétaire et maire, Piedicroce.
10. Polidori Liberato, avocat, Corte.
11. Ambrosini, Bonaventre, propriétaire Speloncato.
12. Ortolini Antoine-François de feu Joseph, prop. di S. Sartene.
13. Pietri Charles-Laurent, avocat, Sartene.
14. Qui François-Marie, cap. en retraite, Ajaccio.
15. Colonna d'Istria François-Xavier, pr. Sollacaro.
16. Fabiani César, imprimeur libraire, Bastia.
17. Carrega, Barthélemy, propriétaire Bonifacio.

18. Piccioni Sébastien, pr. et maire de Rousse.
19. Pietri François-Xavier, de feu Antoine-Silvestre, propriétaire, Sartene.
20. Giovanacchi Thomas, capitaine en retraite, Bastia.
21. Ajaccio Joseph-Marie, pr. et quincailler, Bastia.
22. Renucci François, propriétaire, Lumio.
23. Ciavaldini Louis-Joseph-Marie, chef de bataillon en retraite, Bastia.
24. Moretti Ambroise, lieutenant en retraite, Pianello.
25. Bianchi Joseph, propriétaire et maire, Coggia.
26. Angeli Pierre-Marie, propriétaire, Silvacore.
27. Matra Pierre-Jean, propriétaire, Bastia.
28. Patrimonio Joseph-Marie, propriétaire, Bastia.
29. Muleto Jean-Luc, propriétaire et membre du conseil général, Vico.
30. Milanta Pierre, avocat, Bastia.
31. Campi Jacques, de feu Antoine-Marie, propriétaire et drapier, Ajaccio.
32. Giordani Jean-Pierre, propriétaire San Giovanni.
33. Andreucci Dominique, propriétaire de bâtiment, Bastia.
34. Giacomoni Don-Jacques, de feu Jacques, propriétaire, S. Lucie de Tallano.
35. Rocca Serra Pierre-Paul, propriétaire, Sartene.
36. Tavera François-Xavier, propriétaire et négociant, Sartene.

Jurés supplémentaires.

1. Lazzarotti Jean-Augustin, propriétaire, Bastia.
2. Casabianca François-Xavier, avocat, Bastia.
3. Mattei Ange, avocat, Bastia.
4. Vinciguerra Antoine, médecin ordinaire en retraite Bastia.

Par arrêté de M. le ministre des finances en date du 5 de ce mois, M. Olivier, contrôleur des contributions hors classe à Bordeaux, a été nommé inspecteur de 3^eme classe dans le département de la Corse.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique en date du 5 octobre courant, M. Grimaldi, agent de cinquième au collège d'Ajaccio, à titre provisoire, est nommé successeur régent de la même classe.

Par arrêté de M. le recteur de l'académie de la Corse en date du 16 octobre courant, la commission d'instruction primaire chargée d'examiner les aspirants aux brevets de capacité, se réunira extraordinairement le 4 novembre prochain, dans une des salles du collège Fesch à Ajaccio.

M. Bouisson, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, président du jury médical de la Corse, est arrivé à Ajaccio, par le dernier paquebot de la correspondance.

Par ordonnance royale datée du 12 octobre et insérée au *Moniteur* d'aujourd'hui, les dispositions des ordonnances des 19 et 29 janvier et 27 juillet derniers, qui ont prohibé, jusqu'au 31 octobre 1847, la sortie des légumes secs, des pommes de terre, des grains et fécules de toute espèce, ainsi que des marons, châtaignes et de leurs farines, sont prorogées jusqu'au 31 janvier prochain.

Une autre ordonnance royale, également datée du 12 octobre, porte que : Les dispositions de l'ordonnance du 27 juillet dernier, relative à l'exportation des grains et farines de maïs et de Sarrasin, sont prorogées jusqu'au 31 janvier prochain. (*Moniteur.*)

Les journaux italiens du dernier courrier ne contiennent que peu de nouvelles importantes. La réunion du duc de Lucques à la Toscane est aujourd'hui un fait consommé. Le grand duc Léopold et toute sa famille se sont rendus dans la capitale et ont été reçus

coton en laine, les métaux, le sucre raffiné ou brut et terre, le café, les tissus de coton et les tissus de laine. On citera aussi le transit des houilles, belges pour emprunt des canaux français, comme s'étant élevé, d'une année à l'autre, de 10,000 à 64,800 quintaux métriques. Ces articles représentent environ les 35^e du poids du transit consommé. Il y a diminution de 28 et de 11 o/o à l'égard du coton et du café; augmentation de 15, 74 et 16 o/o sur les métaux, le sucre raffiné et le sucre brut et terre. Quant aux céréales, l'expédition en transit a doublé comparativement à 1845.

La Suisse, l'Angleterre, l'association allemande, la Belgique, les Etats sardes et les Etats-Unis sont les puissances dont les produits ont principalement alimenté le transit à l'étranger. Ce sont les mêmes puissances, mais rangées dans un autre ordre d'importance, la Suisse, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'association allemande et les Etats sardes qui ont reçu la plus grande partie des marchandises de transit. Le Brésil, l'Espagne et la Belgique comptent ensuite parmi les principales puissances de destination.

ENTRÉES.

Le poids des marchandises étrangères admises en entrepôt pendant l'année a atteint le chiffre de 42 millions 553,823 quintaux métriques, soit 2,126,194 quintaux métriques ou 21 o/o d'excédant sur les entrées en entrepôt de 1845. L'augmentation obtenue porte pour 2,190,815 quintaux métriques sur les céréales.

La valeur des marchandises entreposées s'est élevée à 707 millions; 12 millions, ou 2 o/o de plus que l'année dernière.

A part le mouvement exceptionnel des céréales, on trouve, pour les marchandises ordinaires, les variations suivantes: augmentation de poids de 7 o/o sur les houilles, 57 o/o sur les métaux, 26 o/o sur les sucres étrangers et les riz, 25 o/o sur les soies; diminution de 22 o/o sur les sucres des colonies françaises, 7 o/o sur les cotons, 9 o/o sur les bois exotiques, 38 o/o sur les graines oléagineuses; 24, 29, 10 et 34 o/o sur les tabacs en feuilles, les laines en masse, les graisses et l'indigo.

Pour la valeur comme pour le poids, les opérations d'entrepôt de la douane de Marseille occupent le premier rang; 57 centièmes dans la valeur totale, 49 centièmes dans le poids. La douane du Havre est comprise pour 29 centièmes dans la valeur des marchandises entreposées, pour 19 centièmes dans leur poids. Viennent ensuite, par ordre, quant à la valeur, les entrepôts de Lyon, Bordeaux, Paris, Nantes, Dunkerque, Cette et Rouen; quant au poids, les entrepôts de Paris, Nantes, Bordeaux, Cette, Toulon, Dunkerque, Rouen et Lyon. En définitive, les entrepôts de Marseille et du Havre ont retenus les 68 centièmes du mouvement général, la première de ces douanes, avec accroissement de 12 o/o des valeurs, de 51 o/o du poids, la seconde, réduction de 10 et 3 o/o.

PRIMES.

Le trésor a payé, de primes ou de drawback, à l'exportation de certains produits nationaux, une somme totale de 16,977,515; c'est 4,076,962, ou 19 o/o de moins qu'en 1845; 14 o/o de plus que la moyenne quinquennale.

C'est sur le sucre raffiné que porte notamment la différence. Il en a été exporté en moins de 37 centièmes métriques pour le sucre des colonies françaises; 16,591 quintaux métriques pour le sucre de provenance étrangère, ce qui présente une réduction de 2,615,008 fr. ou 75 o/o, dans les primes payées sur le produit de nos colonies; 1,568,401 fr. ou 16 o/o à l'égard des primes payées sur le produit étranger.

Les augmentations de 6, 7 et 19 o/o se remarquent dans le montant des primes payées à l'exportation des tissus de laine, des tissus de coton et des fils de coton. Il y a diminution de 11 o/o à l'égard des savons d'huile d'olive. Les autres différences constatées ont relativement moins d'importance.

PÊCHE DE LA MORUE ET DE LA BALEINE.

Les retours de la grande pêche présentent un résultat de 410,092 quintaux métriques, en morues, huile et fanons de baleine; ce n'est qu'une différence en plus de 18,796 quintaux métriques, ou 5 o/o, sur les produits de l'année dernière.

Une augmentation équivalente se remarque dans les exportations de morue sous bénéfices de primes; elles ont consisté en 86,870 quintaux métriques, soit 17,140 quintaux d'augmentation sur l'année comparée. Nos colonies de la Guadeloupe et de la Martinique ont reçu les 54 centièmes de ces expéditions; l'Italie et le Levant en ont consommé 37 centièmes.

DROIT DE TOUTE NATURE.

L'ensemble des perceptions payées par les douanes présente un total de 217,180,629 fr., savoir : Droits d'entrée 133,914,490 fr. Droits de sortie, de navigation et recettes accessoires 8,303,112 fr. Taxe de consommation sur les sels 54,963,027 fr. Comparé aux recettes totales de 1845, ce résultat lui est inférieur de 210,968 fr. seulement.

Les droits d'importation ont produit 2,063,957 fr. de plus que l'année dernière. Des diminutions de 6 millions sur les sucres des colonies françaises, de 3 millions sur les laines, de 2 millions sur les fils de lin ou de chanvre, ont été plus que compensées par des augmentations obtenues à l'égard d'autres marchandises;

sur les céréales, 4 millions; le sucre étranger, 3 millions; la fonte de fer 2 millions, et 3 millions environ sur le café, le coton en laine et l'huile d'olive.

Le recouvrement de l'impôt du sel est resté de 3 millions 129,358 fr. au dessous des perceptions de 1845.

Les perceptions se sont réparties entre les principales douanes dans les proportions suivantes :

Marseille	40,128,000 ou 19 o/o
Le Havre	28,438,000 13
Paris	21,303,000 10
Nantes	14,823,000 7
Bordeaux	15,778,000 6
Dunkerque	9,021,000 4
Rouen	7,001,000 3
Autres douanes	82,587,000 38

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION.

Les relations maritimes de la France avec ses colonies et l'étranger ont occupé, tant pour l'entrée que pour la sortie, 32,515 navires chargés; en d'autres termes, il s'est accompli pareil nombre de voyages avec transport de marchandises. L'ensemble du tonnage s'est élevé à 3,925,000 tonnes. Il se ressort un avantage de 8 et de 15 o/o sur le nombre des navires et de 10 et 20 o/o sur le tonnage, relativement au mouvement de l'année précédente et celui de la moyenne quinquennale.

La part proportionnelle du pavillon national a peu varié. En 1844 et 1845, elle était de 42 o/o pour le nombre des navires; de 39 o/o quant au tonnage. En 1846, on a constaté à son profit une différence en plus de 1,120 navires, et de 137,000 tonnes, ce qui modifie d'une manière peu sensible sa position vis-à-vis du pavillon étranger.

Dans l'ensemble du mouvement de notre marine, qui a porté, cabotage excepté, sur 43,779 navires, jaugeant 1,535,000 tonnes, il convient de distinguer les transports qui lui ont été réservés de ceux qu'elle a effectués concurremment avec le pavillon étranger. Les premiers ont nécessité l'emploi de 3,667 bâtiments, de la contenance de 338,000 tonnes; cette branche spéciale est restée stationnaire. Pour les transports de concurrence, on a compté 10,112 navires et 997,000 tonnes; c'est une augmentation de 12 o/o pour les bâtiments, de 16 o/o pour le tonnage, relativement à l'année comparée.

La plupart des pavillons étrangers a été aussi plus considérable: 18,736 navires et 2,390,000 tonnes contre 17,586 voiles jaugeant 2,174,000 tonnes résultats de 1845; d'où ressortent des accroissements de 7 et 10 o/o, qui portent exclusivement sur les relations avec les pays d'Europe.

En dégageant de ce tableau de la navigation extérieure le contingent fourni par les navires à vapeur, on reconnaît que, pour cette branche particulière, le nombre des bâtiments tend depuis quelque années à décroître, tandis que le tonnage s'élève. C'est ainsi qu'en 1845, on compte 415 navires à vapeur en moins et 10,000 tonnes en plus. Toutefois, cette réduction dans le nombre de bâtiments à vapeur n'atteint pas le pavillon national, dont la position s'est, au contraire, améliorée. Ainsi, pour les voyages faits par les steamers français, il y a augmentation à la fois de 181 navires et de 69,000 tonnes; pour la part du pavillon étranger, la diminution est de 596 navires et de 59,000 tonnes.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Nous croyons faire chose agréable aux voyageurs en leur annonçant que l'hôtel Paoli à Corté, cède depuis quelques jours par M. Burini à la veuve Feraceli, réunit désormais toutes les conditions désirables de propreté, de commodité et d'élégance. Situé à côté du bureau des diligences entre la route royale et un superbe jardin, il offre aux voyageurs par sa belle position toutes sortes d'avantages.

Un approvisionnement varié et abondant de tout ce que le pays fournit de plus recherché en productions du terroir permet à la maîtresse d'hôtel de satisfaire, à bon marché, les goûts et les justes exigences des voyageurs. On y trouve une table d'hôtel bien servie avec douze chambres à coucher, c'est ce qui explique et assure la préférence que cet hôtel obtient sur les autres au bergers et restaurants de la ville.

RESSEMBLANCE INFAILLIBLE.

PORTRAITS AU DAGUERRÉOTYPE

PAR J. FLANCHARD

COPAHU FERRUGINEUX,

3 FR. LE FLACON, infaillible pour la guérison des maladies secrètes, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉRAL, à Paris; dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Compagnie. (8160.)

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langue, le dégoût, la débilité organique, abrége les convalescences trahissantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachets et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Ponelli pharmacien à Bastia. (8221.)

Le Gérant N. TARTAGLIA.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARIANI.

avec enthousiasme par le peuple. L'organisation de la garde nationale se poursuit avec activité. Plusieurs particuliers dansont journellement des sommes d'argent pour son équipement, en même temps qu'ils mettent à la disposition les cours de leurs palais pour les exercices militaires. Les couvents imitent cet exemple quand ils ne le donnent pas eux-mêmes.

Le premier acte du grand duc de Toscane, en prenant possession de Lucques, a été d'abolir la peine de mort et d'accorder une amnistie entière. Le peuple de Lucques a brisé la guillotine sur une des places de cette ville, cet instrument devenant désormais inutile.

Les Autrichiens sont toujours à Ferrare et rien n'annonce leur intention d'en sortir.

D'après la Patria, le gouvernement anglais aurait fait savoir au roi de Naples qu'il s'opposerait à toute espèce d'intervention, même à celle qui aurait lieu sur sa demande. Qu'en outre étant parant de la constitution donnée à la Sicile, il était disposé à intervenir les armes à la main pour faire droit aux réclamations de la Sicile, si cette dernière lui demandait son appui.

Le *Metropoli* sur le conseil d'Etat des Etats Romains a été publié. Le nouveau conseil, dont l'autorité est purement consultative, et qui devra se réunir quatre fois par an, commencera sa première session le 15 novembre. Les journaux de Rome se plaignent du mauvais vouloir des agents inférieurs du gouvernement qui ont profité de l'absence de quelques jours du cardinal Ferretti, pour enlever les bonnes dispositions du St-Père.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le prince Jérôme, ancien roi de Westphalie, accompagné de son fils, a été reçu en audience particulière par le roi. Nous apprenons aujourd'hui qu'il s'est rendu à l'hôtel du président du conseil, à celui de la présidence de la chambre des pairs, ainsi qu'à l'hôtel de la chambre des députés, pour remercier les ministres et les chambres, dans la personne de leur président, des dernières manifestations parlementaires faites en sa faveur, et des bonnes dispositions qui lui permettent, nous l'espérons, de voir terminer son long exil.

Aujourd'hui, le roi Jérôme et son fils sont allés aux Invalides s'agenouiller devant les restes de l'empereur. Ils ont été reçus par le général Petit et l'état-major de l'Hôtel. Pendant qu'ils remplissaient ce pieux devoir, le bruit de leur présence à l'Hôtel s'étant répandu, à leur sortie ils ont traversé la plus grande partie des vétérans de nos armées, rangés sur leur passage pour leur faire honneur.

— On croit décidément que M. Cunin-Gridaïne, dont la santé exige les plus grands ménagements, quitte le ministère du commerce et cède la place à M. Murat de Bord. A sa sortie des affaires, M. Cunin-Gridaïne sera élevé à la dignité de pair de France.

TURIN, 11 octobre. Je vous ai annoncé, l'autre jour, que M. Villamarina avait donné sa démission, et ceci à la suite des arrestations opérées après la manifestation du 2, en l'honneur de Pie IX. Je puis aujourd'hui vous donner quelques détails sur cet événement regrettable.

M. Villamarina qui cumulait les fonctions de ministre de la guerre et de la police, se plaignait au roi de ce qu'on avait fait des arrestations sans ses ordres, contre autres celle de l'avocat Bertolini. Le roi lui répondit qu'il prenait la responsabilité de ces faits, et qu'il acceptait la démission qu'il lui avait offerte.

La nouvelle de la retraite de M. Villamarina a causé dans Turin une vive agitation. M. Lazzari, directeur général de la police, s'est rendu chez le roi pour lui représenter qu'après avoir accepté la démission de M. Villamarina, il ne pouvait conserver M. della Margarita, et que le renvoi de ce ministre était le seul moyen d'apaiser la rumeur publique. Le roi s'est rendu à ce conseil, et voici les modifications qu'a subies le cabinet.

M. de Saint-Marzan, ambassadeur à Naples, a remplacé aux affaires étrangères M. della Margarita; ce personnage a la réputation d'être tout dévoué aux jésuites.

M. le comte Broglia, général de brigade, homme dur et de peu de capacité, a remplacé au ministère de la guerre et de la police M. Villamarina. Tout le monde ici est d'accord pour dire que nous sommes tombés de Carybde en Scylla.

NAPLES, 13 octobre. — Nous marchons ici d'espérances en déceptions; à peine avons-nous conçu un espoir sur un heureux symptôme, que cet espoir est renversé le lendemain par une réaction cruelle. Les choses sont à tel point que nous n'osons plus nous fier aux éclatantes apparences.

Il vient de s'opérer ici de nouvelles arrestations, parmi lesquelles on remarque celles du baron Marsico et du baron Cotzolino, deux des plus riches propriétaires de la ville de Cosenza qui se trouvaient en ce moment à Naples.

Malgré les précautions prises par la police pour cacher les exécutions des Calabres, je puis vous affirmer de la manière la plus positive qu'à Gênes ont été fusillés cinq insurgés au nombre desquels on compte deux généraux jeunes gens nommés Mazzoni et Bello, dont la mort cruelle m'a déchiré le cœur.

La mort de Jean-Dominique Roméo est malheureusement connue, et ce qu'il y a de plus déplorable, c'est que, chose horrible! après avoir tranché la tête à ce chef des insurgés, on a forcé son neveu, Pietro, à la porter au bout d'une pique dans les rues de Reggio!... Lorsque cette tête toute sanglante fut présentée au malheureux Pietro, il la baisa pieusement et fondit en larmes. « Connais-tu cette tête? lui demandèrent les bourreaux. — Oui, répondit le jeune homme avec une fierté sublime, c'est celle d'un héros!... »

Jean-André Roméo, frère du malheureux décapité, est toujours à la tête des insurgés dans les montagnes de la Calabre, où il continue à combattre pour la sainte cause de la liberté!

On dit que le mécontentement grandit chaque jour dans les Abruzzes, et que les villes de Vasto et Ortona sont en insurrection depuis le 9 de ce mois. Cependant, le gouvernement, afin de faire croire que tout est tranquille partout et que toutes les populations sont satisfaites de son administration paternelle, a donné ordre aux intendans des provinces de convoquer les *decurioni* pour leur arracher des adresses de félicitation au roi et lui exprimer la joie que leur cause le succès de ses armes. Je vous laisse à juger le foudroi qu'on peut faire sur la sincérité de manifestations extorquées par la violence!... Dans quelques jours vous verrez le *Journal des Deux-Siciles* enregistrer orgueilleusement ces témoignages d'amour!...

VARIETES.

DU PROJET DE LOI SUR LA MÉDECINE.

Invitation de la Commission permanente du Congrès Médical.

Il y a long temps que la législation médicale en France avait besoin d'être améliorée, mais les occupations de la guerre, les agitations politiques et peut-être même le peu d'énergie du corps médical ont fait retarder cette réforme jusqu'à notre époque.

Un pareil retard, espérons-le, ne sera que plus utile pour l'avenir. Aujourd'hui, en effet, que la France est dans son meilleur état de calme et de lumière, c'est le moment de faire paraître devant les chambres législatives les questions graves qui intéressent la société de plus près. Or, quoi de plus précieux que la santé, quoi de plus dangereux qu'un médecin ignorant!

Aujourd'hui aussi que le corps médical peut offrir des représentants non moins savants qu'énergiques et que la dignité médicale est sentie même dans les coins les plus écartés du royaume; c'est aujourd'hui le moment de provoquer cette réforme.

La France médicale ne pouvant plus garder le silence a pris les devants et dans les Congrès scientifiques de Nîmes et de Rheims elle a demandé l'amélioration des lois administratives qui régissent la médecine.

Jusqu'à la loi n'étaient pas encore assez fortes ni assez coordonnées pour ébranler les oreilles des autorités législatives, il a fallu qu'un congrès médical se soit réuni au sein même de la capitale. Les principaux vœux de ce congrès ont été, d'un côté, le séquestre de la médecine, tous les médecins, sans exception, des spécialités, des études, plus longues et plus complètes, la liberté dans l'enseignement de la médecine, plus de moyens d'organisation et d'harmonie parmi les médecins.

De l'autre côté plus de rigueur contre les usurpateurs du droit d'exercer la médecine et la pharmacie; plus d'extension aux concours et par là même de la liberté aux autorités pour les nominations de la hiérarchie médicale, une subvention pour les médecins qui exercent dans les localités pauvres.

Les vœux du congrès, comme on le voit, peuvent se résumer en ces termes, plus de garantie de la part du médecin et plus d'assistance de la part des lois.

Le ministre de l'instruction publique, témoin auditeur de ces réclamations, a paru partager la conviction des membres du congrès, et il s'est promis un projet de loi. Le désir qu'il avait de réaliser cette œuvre lui a fait réunir à ce propos tous les médecins qui, par leur expérience et leur savoir, pouvaient l'éclairer dans un sujet aussi grave. La sagesse de cette mesure était vraiment proportionnée à l'importance du sujet et le temps que M. le Ministre a laissé écouler avant de présenter le projet de loi lui a bien permis d'y réfléchir.

Ce projet répond aux principales nécessités de la médecine actuelle mais il laisse encore beaucoup à désirer. C'est ainsi que M. Salvandy après avoir établi qu'il n'y aura que le titre de docteur, dit que l'on pourra créer ensuite des bacheliers et des licenciés en médecine. Si ces titres sont simplement dignitaires, ils sont inutiles; si, au contraire, ils portent avec eux le droit d'exercer, c'est abolir le titre d'officier de santé pour le remplacer par d'autres. La chambre des Pairs, du reste, a fait justice de ces titres et désormais il n'y aura plus que celui de docteur.

Le projet ministériel laisse aux officiers de santé le droit d'exercer, mais il leur ôte l'avantage de prendre d'autres qualifications. Cette mesure rétrograde a été aussi condamnée, et les vœux de la France médicale sont que les officiers de santé, ainsi que les médecins étrangers, obtiennent toute facilité pour parvenir au doctorat.

M. le Ministre admet les concours comme règle générale, puis il le réduit tellement qu'il en fait pour ainsi dire l'exception. Ainsi il se réserve le droit de

permuter les professeurs d'une chaire à une autre sans concours, il se réserve celui de nommer une bonne partie des juges et les présidents des concours, enfin il ne laisse le droit de concours qu'aux médecins en chef d'hôpital des villes chefs-lieux de département et aux docteurs des villes de plus de 20,000 âmes.

Mais un chef-lieu n'entre pour rien dans le mérite des médecins, et pour ne parler que de la Corse, le médecin en chef de l'hôpital d'une ville de 10,000 âmes pourra concourir, tandis que celui de la ville de 13 mille ne le pourra pas? et en dehors de cela, un médecin de mérite peut se trouver dans une ville plus petite que Bastia et qu'Ajaccio.

Un docteur doit avoir le droit de concourir. C'est de la noble arène du concours que l'ignorance et l'intrigue vont se briser contre le véritable mérite des candidats. Un dira, peut-être, que quelques hommes d'un mérite supérieur ne vaudraient rien dans un concours, mais les juges qui agissent en conscience finiront toujours compte des services que ces médecins ont rendu à la science et à l'humanité.

D'après le projet du ministre il y aurait des conseils médicaux nommés par lui et des médecins cantonnaires nommés par les préfets. Ainsi toutes les charges médicales des départements seraient données au gré de l'administration. Si les ministres et les préfets étaient tous et toujours d'une justice infaillible la chose serait excellente, mais....

Ainsi M. Salvandy, qui avait paru être si pénétré des vérités énoncées par le congrès, lui qui dans son discours donna de si belles espérances, lui dont la position était telle à obtenir la reconnaissance de tout l'avenir médical, M. Salvandy a donné un projet de loi qui a excité des réclamations de la part de toutes les corporations médicales. Le projet de loi est présenté devant la chambre des Pairs. Celle-ci nomme une commission chargée de s'entourer de tous les moyens capables de l'éclairer.

Cette commission ne manque pas d'activité, elle reçoit avec le meilleur accueil toutes les réclamations qu'on lui adresse et en particulier les observations qui sont faites par la commission permanente du congrès. Le projet de loi ne pouvait que gagner par cette démarche, et c'est en effet ce qui a eu lieu.

La commission de la chambre des Pairs admet le concours comme principe général, elle laisse la restriction des médecins des villes de 20,000 âmes et elle celle des médecins en chef pour y substituer un certain nombre de docteurs choisis par la faculté où le concours a lieu. Ces restrictions ne sont guère plus heureuses que les premières.

Dans la nouvelle rédaction le ministre a beaucoup gagné, car il n'a pas seulement le droit de nommer les juges suppléants d'un concours mais même quelques juges professeurs. Il pourra non seulement permuter les professeurs d'une chaire à une autre mais une fois sur trois il pourra les nommer sans concours.

La commission admet la liberté de l'enseignement pour tout docteur à la condition d'en faire la déclaration devant le maire et le recteur.

La commission n'admet que les spécialités, de dentiste et de sage-femme. Pour tous les autres médecins il n'y aura que le titre de docteur. Les officiers de santé et les médecins étrangers pourront parvenir au doctorat après deux examens et une thèse. Le temps des études sera de quatre ans et non de cinq comme dans le projet ministériel.

Par cette nouvelle rédaction il est interdit d'afficher ou d'annoncer par la voie des journaux ou autres imprimés des moyens de traitement spéciaux, des consultations etc. Mais ce qui est étonnant c'est que l'on puisse condamner à un petit emprisonnement et même à l'amende simple celui qui aurait exercé la médecine illégalement. Or il y a des charlatans qui trouvent leur profit à payer plusieurs amendes plutôt que de cesser d'exercer.

Les conseils médicaux et les médecins cantonnaires sont nommés comme dans le projet ministériel.

D'après ce qui précède on voit que le projet de loi en passant par la commission de la chambre des Pairs a gagné relativement à l'unité médicale et à l'enseignement libre. Le principe du concours s'il n'a pas perdu n'a pas gagné. Si nous ajoutons à cela quelques perfectionnements de détail, qu'il serait déplacé d'indiquer ici, nous reconnaitrons que la commission de la chambre des Pairs a des droits à notre reconnaissance.

Le projet est enfin livré à la chambre elle-même: pourrions-nous espérer que les besoins du médecin et la dignité de son art soient justement appréciés par des hommes qui ne sont pas des médecins?

Les orateurs sont dangereux quand ils ne sont pas juges compétents. Nous autres médecins lorsque nous devons administrer un médicament de mauvais goût nous le mélangeons avec tant de véhicule, tant d'arômes et tant de sucre que le malade finit par l'avaler avec franchise. De même les orateurs lorsque, parlant de charité, par mauvais foi ou par simple entraînement veulent faire glisser une erreur dans l'esprit de leurs auditeurs ils la délaient dans tant de mots et d'assaisonnements de tant de jolies phrases, de tant de pointes d'esprit que l'erreur passe facilement pour la vérité. C'est à peu près ce qui est arrivé au projet de loi, au premier échec qu'il a eu à la chambre des Pairs.

Vivement attaqué par MM. Cousin, de la Moskova, Flourens, de Montalambert, de Barthélemy, Mesnard, de la Place, il a été défendu par MM. Vincent, Saint-Laurent, de Galarze, Beugnot rapporteur de la commission et enfin par M. Salvandy, mais d'une

manière si inégale que le projet a failli perdre tout ce qu'il avait de libéralité et de perfectionnement. On aurait dit que les adversaires n'étaient venus à la chambre qu'après avoir étudié les sarcasmes et les calomnies qui ont été lancés par les détracteurs de la médecine.

M. Flourens appuyé par MM. Cousin et Barthélemy, a proposé un amendement tendant à admettre un second ordre de médecins sous le nom de licenciés, ou en d'autres termes de changer le nom des officiers de santé.

Peut-on de bonne foi admettre encore un second ordre de médecins? mais un demi-médecin c'est un non sens dans le temps de libéralité et de progrès où nous sommes. Si on ne veut pas avoir des regards pour la dignité du corps médical, qu'en ait du moins pour nos concitoyens. Quoi! on voudrait faire des demi-médecins pour ceux qui par leur ignorance sont encore la dupe du charlatanisme, comme si la vie de ces gens là n'était pas aussi chère à la société que celle des riches et des habitants de la ville. Si un docteur s'établit dans une localité pauvre qui ne lui donne pas de quoi vivre, le gouvernement doit venir à son secours, mais il est indispensable que tous les Médecins soient également instruits.

La santé de tous les hommes, que s'ils soient, est assez précieuse pour ne pas être abandonnée à celui qui ne connaît pas toutes les ressources de l'art de guérir. Le fait paraît assez lui-même pour convaincre la chambre, mais c'est tel que M. Salvandy, montrant non moins d'énergie que de conviction, a protesté qu'il donnerait sa démission plutôt que d'adopter cet amendement. L'unité de titre a été votée par la chambre à une assez grande majorité.

M. Cousin dans la discussion du projet de loi a été pétilant de verve et de gaieté. Mêlant avec bonheur le plaisant au sérieux il a séduit plutôt qu'il n'a convaincu son auditoire.

Au dire de M. Cousin le concours n'est l'avenir de la médecine. Le mérite ne peut pas y être apprécié; ainsi Laennec n'aurait pas été en état de concourir avec le plus petit agrégé. C'est le hasard qui donne les questions dans un concours. Une place de chimie vient à être vacante dans une faculté c'est le restant de professeurs c'est-à-dire des chirurgiens, des médecins, des anatomistes qui vont juger du mérite des candidats, mais ces professeurs ne sont pas des juges compétents. On pourrait répondre à M. Cousin que si c'est le ministre qui doit les nommer, il ne sera certes pas plus compétent que les professeurs.

Les concours, dit l'orateur, ont l'esprit de recherche, les candidats perdent un temps précieux dans des études aussi pénibles qu'inutiles et n'arrivent à être professeurs que lorsqu'ils sont usés. Pour ces professeurs des facultés qui êtes arrivés là par la voie des concours, vous êtes donc usés, reposez-vous car autrement vous allez tous mourir bientôt comme le professeur cité par M. Cousin. Heureusement que les enfants du concours sont non-seulement robustes d'âge et de force mais ils se retrempe tous les jours à l'épreuve du travail. Le concours, d'après M. Cousin, devrait être réservé pour la jeunesse fougueuse et pour l'aggrégation.

S'adressant ensuite au ministre, l'orateur lui demandait si en exigeant cinq années d'études il veut faire de tous les médecins autant d'Hippocrates. Or de même que ce grand médecin ne se trouvait qu'à Athènes les docteurs s'éparpillent dans les villes et n'ont pas exercé dans les villages. Heureusement que la statistique est venue prouver à M. Cousin que dans quelques départements les villages renferment autant de docteurs que d'officiers de santé. Et comme l'a fort bien dit M. Vincent St Laurent, s'il y a peu de docteurs dans les villages, c'est qu'aux yeux de l'ignorant tous deux sont des médecins. Or, comme l'officier de santé fait la médecine à meilleur marché que le docteur, c'est lui qui a tous les malades.

M. de la Moskova ne voit dans le projet de loi qu'un moyen à l'aide duquel le ministère veut maîtriser le corps médical. Ainsi toutes les nominations directement ou indirectement dépendent de lui. Il a même fait observer que la nomination pentamère des médecins cantonnaires coïncide avec celle des députés.

M. de Montalambert a tenu contre le projet de loi et contre le médecin des propos les plus insoutenables. D'après lui il est inutile de faire des lois pour la médecine. Le médecin est l'homme de famille et non l'homme de l'Etat. Dans tout ce que demande le corps médical il ne s'agit que d'intérêt pécuniaire, il ne s'agit que d'égoïsme. L'exercice et l'enseignement de la médecine doivent être permis à qui que soit. Pourquoi décine doivent être permis à qui que soit. Pourquoi décine doivent être permis à qui que soit. Pourquoi décine doivent être permis à qui que soit.

Par cette nouvelle rédaction il est interdit d'afficher ou d'annoncer par la voie des journaux ou autres imprimés des moyens de traitement spéciaux, des consultations etc. Mais ce qui est étonnant c'est que l'on puisse condamner à un petit emprisonnement et même à l'amende simple celui qui aurait exercé la médecine illégalement. Or il y a des charlatans qui trouvent leur profit à payer plusieurs amendes plutôt que de cesser d'exercer.

Les conseils médicaux et les médecins cantonnaires sont nommés comme dans le projet ministériel. D'après ce qui précède on voit que le projet de loi en passant par la commission de la chambre des Pairs a gagné relativement à l'unité médicale et à l'enseignement libre. Le principe du concours s'il n'a pas perdu n'a pas gagné. Si nous ajoutons à cela quelques perfectionnements de détail, qu'il serait déplacé d'indiquer ici, nous reconnaitrons que la commission de la chambre des Pairs a des droits à notre reconnaissance.

Le projet est enfin livré à la chambre elle-même: pourrions-nous espérer que les besoins du médecin et la dignité de son art soient justement appréciés par des hommes qui ne sont pas des médecins?

Les orateurs sont dangereux quand ils ne sont pas juges compétents. Nous autres médecins lorsque nous devons administrer un médicament de mauvais goût nous le mélangeons avec tant de véhicule, tant d'arômes et tant de sucre que le malade finit par l'avaler avec franchise. De même les orateurs lorsque, parlant de charité, par mauvais foi ou par simple entraînement veulent faire glisser une erreur dans l'esprit de leurs auditeurs ils la délaient dans tant de mots et d'assaisonnements de tant de jolies phrases, de tant de pointes d'esprit que l'erreur passe facilement pour la vérité. C'est à peu près ce qui est arrivé au projet de loi, au premier échec qu'il a eu à la chambre des Pairs.

Vivement attaqué par MM. Cousin, de la Moskova, Flourens, de Montalambert, de Barthélemy, Mesnard, de la Place, il a été défendu par MM. Vincent, Saint-Laurent, de Galarze, Beugnot rapporteur de la commission et enfin par M. Salvandy, mais d'une manière si inégale que le projet a failli perdre tout ce qu'il avait de libéralité et de perfectionnement. On aurait dit que les adversaires n'étaient venus à la chambre qu'après avoir étudié les sarcasmes et les calomnies qui ont été lancés par les détracteurs de la médecine.

profession par MM. Salvandy, Beugnot, Flourens est un acte de chose non de détruire les attaques injurieuses de M. de Montalambert et quelques autres.

Voilà de quelle manière nous avons été traités dans la discussion générale du projet de loi. Dans la discussion spéciale on a été beaucoup plus modéré, mais on comprend qu'avec des dispositions semblables de la part des pairs le projet n'aurait pas à gagner: heureux s'il en était sorti intact. Le principe du concours, en effet, a été rejeté pour les professeurs des facultés. Une foule d'autres points qu'il serait fastidieux d'indiquer, sont loin de remplir les vœux du congrès et ceux de la France médicale.

Maintenant on sera-t-il de même à la chambre des députés? Les mêmes arguments et la même opposition se rencontreront peut-être là aussi, et qui est sûr que les résultats n'en soient pas plus funestes!

Il est vrai que nous aurons au Palais Bourbon un représentant un peu plus chaleureux que ceux du Luxembourg, M. Malgaigne; mais il ne faut pas avoir une confiance aveugle dans cet appui, c'est pour ce motif que la commission permanente du congrès, dont il est membre, vient d'adresser une lettre à toute la presse médicale du royaume pour l'inviter à faire de nouvelles réclamations.

C'est pour répondre à cette lettre que j'ai écrit ces quelques lignes.

D'après ce qui précède on voit que tous les médecins du royaume, les étudiants, ont protesté devant le ministre ou devant la chambre des pairs et s'ils ne l'ont pas fait, ils vont le faire dans cette circonstance. La Corse a-t-elle pris part à cette ére nouvelle qui s'ouvre devant nous? Si nous en exceptons ce qu'en a dit l'honorable M. Marchal et un mémoire que j'ai eu l'honneur d'envoyer au ministre de l'instruction publique, il n'est pas à notre connaissance que d'autres manifestations aient été faites de la part des médecins de la Corse.

On dirait que nous craignons la réforme plutôt que nous ne la désirons. Nous pourrions garder le silence pour une question qui nous est indifférente qu'on n'adresse pas à nous, mais tandis qu'on nous fait un appel il faut répondre. Le silence pourrait être pris pour une opinion contraire à la nôtre; or j'ose croire qu'il n'existe pas en Corse un médecin qui n'accepte la réforme avec plaisir ou du moins avec fruit.

Si l'officier de santé et assez jeune il aura assez d'amour propre pour ne pas exercer la médecine pendant toute sa vie avec un titre qui sera désormais aboli. La nouvelle loi va lui ouvrir une voie facile pour parvenir au doctorat. Si c'est un officier de santé dont l'âge ne lui permette plus d'aspirer au titre de docteur il acceptera toujours avec plaisir une loi qui va perfectionner le corps médical.

S'agit-il des docteurs reçus en Italie? Ceux qui ont fait de bonnes études, et nous en avons plusieurs en Corse, ceux-là ne sont pas en peine de soutenir deux examens avec les titres qu'ils ont, et nous sommes persuadés qu'ils approuveront toujours la réforme dans l'intérêt de l'avenir médical.

Quant aux docteurs qui ont fait leurs études sur le continent français je ne puis pas douter de leur accueil. La réforme, il est vrai, va conférer le titre de docteur à des médecins qui n'ont pas fait les études régulières que l'on exige de nous mais qu'importe. L'intérêt général doit l'emporter sur l'intérêt particulier. Désormais qui dira médecin dira docteur et la postérité nous saura gré d'avoir fait ce sacrifice, sachant que les médecins à venir auront tous fait des études complètes.

Si pour secondar la commission permanente du congrès et comme un des plus jeunes j'ai rompu le silence en Corse, maintenant c'est à nos doyens d'âge à provoquer des réunions médicales. Dans ces réunions on pourra répondre à chacune des questions posées par la commission du congrès et donner ainsi signes de vie à la loi qui ne soit présentée devant la chambre des députés.

A. MATTEI D. M. P.

L'ÉTAT DE LA CORSE.

A UN AMI DE PENSION.

(Suite et fin.)

Lorsque je lisais en Corse ces prédictions, il y a 10 mois environ, je ne me doutais pas qu'elles se réaliseraient si vite. Le 23 septembre dernier, en effet, le docteur Galle de Berlin recevait une lettre de M. Leverrier, dans laquelle ce dernier le priait de mettre le ciel de la capitale de la Prusse à contribution pour la recherche de l'astre dont il s'agit, et le soir même de la réception de cette lettre impérative, la planète fut découverte par l'éclair docteur. — Le 29 au soir, le professeur Challis la découvrait à Cambridge et le 30 suivant elle était observée à Londres par M. Hind à l'observatoire de Regents park.

La planète nouvelle se trouvait voyager, pendant mon séjour dans la capitale de la Grande-Bretagne, dans le voisinage de Saturne. — Depuis lors, comme tu le penses bien, j'en ai eu plus de nouvelles, car dans ce pays-ci l'on ne s'inquiète guère que de la valeur du sucre et du prix du café, à Café Porto-Ricco, café Côte d'Or, sucre Havane, etc. — Voilà la kyrielle que l'on entend rabacher du matin au soir. — C'est ce que l'on appelle le commerce en grand! — En vient on à la question de détail, et alors, c'est le Messie de la Prusse, ce sont les gingas, les platines et mille autres noms plus ou moins barbares, dont il faut avoir eu préalablement la longue nomenclature pour y comprendre quelque chose.

La machine à dessèchement de MM. Giblin et Dean est employée en ce moment-ci au dessèchement du lac d'Harlem en Hollande. Afin de te donner une faible idée de la puissance de ce géant, il suffit de dire: 1° que la quantité d'eau qu'elle élève à dix pieds de haut à chaque coup de piston, est de 112 tonnes, soit 870 barils de notre mesure; 2° qu'elle donne 6 coups de piston par minute, ce qui est égal à 5,220 barils ou 7,500,000 barils par jour!!!

Deux autres machines semblables étaient à cette époque-là en construction dans le comté de Cornwall pour être adaptées au même usage. Il entre dans chacune d'elles 650 tonnes de fer, soit 716,800 kilogrammes de ce métal; et leur établissement individuel est évalué à L. 36,000.

D'où il apparaît que l'une d'elles suffirait pour dessécher en moins d'un mois tous les marais de la Corse, qui nous font tant de mal et dont l'administration fait tant de bruit afin de ne pas faire autre chose. — Quand le gouvernement piémontais voulut réellement dessécher l'immense étang d'Oristano, en Sardaigne, et y tarir à jamais ce lugubre foyer de death et de mortalité, il en confia le soin à une compagnie française, qui s'en acquitta si parfaitement qu'aujourd'hui, à la place où, il y a dix ans s'exhaletaient les miasmes pestilentiels d'Oristano, on édifie une ville de plus de six mille âmes. — C'est ce qu'a fait d'ailleurs le grand-duc de Toscane sur les bords de la Cecina près des ruines de l'ancienne ville de Vada. — C'est le but constant qu'il poursuit, avec une admirable persévérance dans toutes les entreprises. — Que dis-je? — Non ce n'est pas le but de tout gouvernement sage et généreux. Mais pour l'amour du ciel mettons cette machine de côté; car toutes les fois qu'une administration quelconque ne veut pas entendre raison, l'on est toujours malvenu en lui disant la vérité.

Un de mes premiers soins en arrivant à Londres fut celui de m'informer du lieu dans lequel reposait les restes du général Paoli. — Je mis à cette fin l'obligance de mes amis à contribution. — Pendant qu'ils travaillaient de leur côté, je ne perdais pas de temps du mien. Aussi, le 10 du même mois fus-je visiter Westminster-Abbey où je trouvai le monument consacré à la mémoire de cet homme célèbre, perdu entre mille autres de ce genre. De retour chez moi le soir, tout en payant un juste tribut d'admiration à la vieille basilique dont j'avais foulé les pondéreuses dalles, je racontai à mes amis, comme un grand exploit, la découverte que j'avais eue sans leur secours. — Mais ce n'était pas tout, cela ne me suffisait pas. — Il me fallait connaître le lieu de la sépulture de mon illustre compatriote, et mon ami William Goldie me chargea volontairement de la besogne. Il se rendit pour cela, le lendemain matin au British-Museum, où, après avoir compulsé bien des *in-folios*, il trouva que les cendres du général corse reposaient dans le cimetière de St-Pancrace. — Le soir suivant il me rendit compte, avec l'expression d'une vive joie, de sa trouvaille; et le 12 de fort bonne heure je me rendis avec M. Ellis au lieu indiqué afin de visiter le tombeau du libérateur de la Corse.

Le gardien du cimetière, instruit de mes desirs gaida nos pas vers un des angles Sud du cimetière, et à l'ouest de l'église de St-Pancrace je saluai pour la première fois le monument funéraire consacré à la mémoire du noble insulaire.

C'est un beau mausolée quadrangulaire de 2 mètres d'élévation, — les murs en sont incrustés de marbre, et une grande pierre de taille en ferme l'ouverture. Le tout est entouré par une belle grille. — Quoique, présentement, dans un assez bon état de conservation, le temps y a déjà fait plus d'une injure, et si les cendres du général Paoli sont destinées à rester là, il devient urgent d'y faire les réparations reconnues nécessaires, et que l'on évalue à près de 250 fr. — Ainsi que tu le sais fort bien, le général mourut à Londres en février 1807; le monument, dont il s'agit, date donc de près de 40 ans seulement.

Après avoir rempli ce pieux devoir, je quittai Londres et ma résidence de Mornington-place le 16 octobre à 8 heures et 1/2 du matin. A 9 heures j'arrivais à la station de Mine Elms et à midi j'étais rendu à Southampton, lieu de mon embarquement. — La veille de mon départ de la capitale de la Grande-Bretagne, j'avais pris part à une fête de famille, où chant, danse, musique, causerie gaie, animée, se mêlèrent au confort du punch, du thé et d'un frugal souper.

La campagne qui sépare Londres de Southampton est fort intéressante. — Dans un excellent état de culture, les pâturages y prédominent. — L'on y voit fort peu de fabriques, mais en revanche l'on y remarque beaucoup de ces jolis villages anglais admirables de grâce, d'aisance et de propreté. — Le terrain, quoique plat, y offre de ces irrégularités de niveau qui brisent la monotonie. — Là les routes n'ont pas dû coûter cher à exécuter; les canaux non plus; car pour les unes l'on n'a eu qu'à les tracer, pour les autres qu'à les creuser.

Après avoir mis mon bagage à bord de la corvette à vapeur le *Dec*, je pris un léger repas, et je montai sur le *Rubis*, je fis voile pour Portsmouth. — Je quittai Southampton à 5 heures de l'après-midi, et je gagnai Portsmouth à 5 heures et 1/2 du soir. — Le trajet qui sépare ces deux ports de mer s'accomplit aisément. La navigation y est sûre comme toutes celles que l'on fait en rivière. — Les rivaux voisins sont couverts de villages et de maisons de campagne. En voguant au Sud l'on ne tarde pas à s'approcher de l'île de Wight qui est très pittoresque. Nous abordâmes dans cette île, en effet, au port de Cows qui est aussi joli que bien

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspond. de LÉONARD, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Session de 1847.

M. Fresneau, préfet du département, a ouvert les séances du conseil général par un exposé très détaillé de ses vœux particuliers sur l'administration du département, sur les améliorations à y introduire et qui ont déjà reçu un commencement d'exécution. Après avoir rappelé les difficultés que présente en général l'administration d'un département et en particulier celui de la Corse; après avoir constaté que les progrès à accomplir sont de deux espèces, progrès matériels et progrès moraux, il continue ainsi :

« En vous entretenant l'année dernière de la situation déplorable de ce département, des crimes nombreux qui s'y commettent, de l'absence de toute sécurité pour des familles entières dans plusieurs contrées des arrondissements de Sariene, d'Alajaccio et de Corte, j'attribuais la cause de cet état affligeant à l'ignorance, aux préjugés des habitants des campagnes, tristes effets de l'isolement et de l'oisiveté dans lesquels ils vivent. Je l'attribuais principalement à l'impunité presque assurée aux auteurs de tous ces crimes. Je disais que pour attaquer le mal dans sa racine, il fallait s'attacher à réformer les mœurs des populations rurales; créer, multiplier les voies de communication; favoriser le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture. J'ajoutais que les mœurs des peuples insulaires ayant toujours un type particulier, un caractère qui leur est propre, les lois, les institutions des autres nations ne pouvaient quelquefois toutes leur convenir, et qu'il serait peut-être nécessaire de suspendre momentanément quelques unes de celles qui ont été appliquées à la Corse; d'en créer, d'en remettre quelques autres en vigueur; je demandais enfin plus d'énergie, plus d'activité dans la force publique, plus de sévérité dans l'application des lois pénales.

« Cet exposé, Messieurs, n'était que l'expression d'opinions qui me sont personnelles et que je croyais devoir soumettre à votre examen afin que nous puissions, si vous les approuvez, agir de concert pour arriver plus sûrement aux résultats désirés. Vous en avez adopté une partie et rejeté l'autre; mais parmi les mesures générales qui ont obtenu votre assentiment, il en est dont l'application n'est pas précisément du ressort de mes attributions, et que je n'ai pu indiquer que sous la forme d'un avis. Je me suis donc particulièrement occupé de celles dont la mise à exécution m'est spécialement confiée et qui rentrent pour la plupart dans le cercle des améliorations matérielles, me réservant d'appeler sur les autres l'attention de l'autorité supérieure.

« Vous savez, Messieurs, que de toutes les améliorations qu'on peut apporter à l'état matériel de la Corse, j'ai toujours placé en première ligne la création de chemins vicinaux, comme la plus propre à hâter la civilisation. On aurait pu croire en effet sur le continent, qu'il n'existe pas de chemins vicinaux dans ce département; que ceux auxquels on donne ce nom sont que des sentiers à peine tracés au milieu des montagnes et praticables uniquement pour les hommes, les chevaux et les mulets du pays; que jamais une voiture n'a pénétré dans l'intérieur d'un village, si ce n'est dans ceux qui se trouvent traversés par quelques routes royales, encore bien imparfaites, que nous possédons. C'est qu'en effet, la nature semble s'être refusée à ce que la Corse puisse jouir de bonnes voies de communication. Aussi l'on a-t-on été de chimérique, de rêve, le projet de créer des chemins carrossables dans cette île. On s'est figuré sans doute que je voulais faire arriver les voitures jusque sur la pointe des montagnes où sont placés quelques villages, et leur faire parcourir les 1277 chemins classés par les 33 communes

imposées à la prestation dans ce département. Non, Messieurs, je ne veux faire que ce qui est possible en l'expropriation.

« Toutes ces résistances, Messieurs, ne m'inquiètent nullement. Je suis certain qu'elles cesseront le jour où le village récalcitrant verra le village voisin plus qu'on ne le croit généralement. J'en ai la conviction d'après les études faites et les travaux qui ont été exécutés depuis deux ans; et surtout d'après l'empressement que les populations ont mis à entrer dans nos rangs. Sous ce rapport, j'éprouve une vive satisfaction à déclarer, mes espérances ont été dépassées. Presque partout, non seulement les communes ont voté le maximum de la prestation en argent et en nature, mais plusieurs se sont en outre imposées extraordinairement; d'autres ont offert 6, 8 et jusqu'à 10 journées de travail. Une souscription à Corte a produit près de 5,000 fr. De simples particuliers ont fait des sacrifices considérables. L'an dernier 17 communes seulement avaient donné le terrain sur lequel doivent passer les chemins, maintenant nous en comptons 127; et quoique le service de la vicinalité ne soit pas encore régularisé comme il pourra l'être, nous avons pu tracer en totalité ou en partie quatre-vingt-quatre chemins, sur une longueur de 313,093 mètres, en ouvrant quatre-vingt-deux, sur une longueur de 137,618 mètres, ayant tous sinon la largeur prescrite de six mètres, du moins une direction et des pentes régulières, 136,014 mètres sont déjà livrés à la circulation.

« C'est peu sans doute, Messieurs, en raison de la tâche immense que nous avons entreprise; mais nous commençons, et si avec de faibles moyens nous avons pu faire exécuter ces travaux, nous devons espérer mieux de l'avenir, aujourd'hui que nos ressources sont assurées; car vous le savez, Messieurs, ce n'est pas en vain que vous avez renouvelé le vote de l'impôt de 15 centimes. Rejeté par le pouvoir législatif en 1846, appuyé par nos députés et par tous les hommes puissants qui s'intéressent à notre département, cet impôt, déclaré par vous le plus urgent de tous ceux que vous aviez voté dans la même session, vient d'être autorisé par la présentation de M. le ministre de l'intérieur; et je dois le dire à l'éloge de la Corse, jamais impôt n'a été accueilli avec plus de faveur.

« Vous n'avez exprimé qu'une vérité, Messieurs, en signalant l'urgence de cette imposition; car si elle eût été encore repoussée, il eût fallu immédiatement désorganiser le service de la vicinalité, renoncer à tous nos projets, et revenir au système suivi précédemment. Vous savez ce qu'il a produit. C'eût été décourager les communes, aujourd'hui si bien disposées, et dont plus tard il eût été peut-être bien difficile de ranimer le zèle. Le mal eût été irréparable.

« Cependant, je ne veux pas le dissimuler, quelques communes ne sont pas encore convaincues de tous les avantages que l'on peut retirer de bons chemins vicinaux. Les uns sont effrayés de la perspective de 6, 8, 10 années de travaux, du prolongement qu'il faut nécessairement donner au parcours pour diminuer la rapidité des pentes. Elles préfèrent porter sur leurs sentiers escarpés des terres que les pluies torrentielles enlèvent pendant l'hiver et recommencer tous les ans le même travail. D'autres ne veulent pas consentir à céder les terrains nécessaires pour la construction des chemins, quand on les obtient dans des départements où les terres ont dix fois plus de valeur qu'en Corse. Ces populations ne savent pas que dans dix ans avec de bons chemins, leur commune aurait changé d'aspect, que les propriétés auraient doublé de valeur, et qu'avec une voiture et un seul cheval, elles transporteraient facilement un poids plus considérable qu'elles ne peuvent le faire maintenant avec six chevaux. Mais ce que j'ai vu avec le plus de peine, c'est que des hommes notables, influents, riches, aient refusé de faire l'abandon de quelques ares, de quelques mètres de terrain, dans un intérêt personnel mal compris, ou par esprit de parti, d'opposition contre le maire, l'agent-voyer ou tout autre, et qu'il

Pendant le court séjour à Livourne de la corvette à vapeur le Titan, le comte de la Rochefoucauld chargé d'affaires de France à Florence, a eu plusieurs entretiens avec S. A. le prince de Joinville. Le vaisseau le Jupiter a quitté Portoferrajo pour retourner à la Spezia, où se trouvera toute la flotte française. On

EN VENTE À LA LIBRAIRIE FABIANI.

Une brochure in-8° en vers italiens, ayant pour titre

IL POETA ESULE ITALIANO

Par G. P. BONGHETTI

Prix : 1 fr.

ALMANACCO

PER L'ANNO BISSESTILE

1848.

DEL GRAN PESCATOR DI CHIARAVALLE,

Con l'aggiunta di varie Poesie, etc.

Prezzo 10 cent.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Le public est prévenu qu'il sera procédé le 18 novembre prochain, à midi précis, en l'hôtel de la mairie de la ville de Bastia par une commission instituée par M. le Ministre de la guerre, à l'adjudication de la fourniture du chauffage et de l'éclairage aux troupes et aux corps de garde, dans la 17^e division militaire, du 1^{er} janvier 1848 au 31 décembre 1852.

Les personnes qui désireraient y concourir, sont invitées à prendre connaissance du cahier des charges et de l'instruction arrêtée par M. le Ministre de la guerre, le 5 octobre courant, dans les bureaux des sous-intendants militaires en résidence à Bastia et à Ajaccio et dans ceux de M. le Sous-Prefet de Sariene et de MM. les commandants des places de Corté, Calvi et Bonifacio. Ces documents non-seulement font connaître les conditions d'après lesquelles le service devra être exécuté, mais encore toutes les formalités à remplir par les concurrents pour pouvoir soumissionner la fourniture ainsi que le modèle de marché sur lequel doit être établie la soumission définitive.

Les négociants, les capitalistes et les propriétaires fonciers seront admis à soumissionner aussi bien que les personnes qui s'occupent tout spécialement du commerce des bois et charbon.

Bastia, le 18 octobre 1847.

L'Intendant Militaire de la 17^e division,
L. M. GUILLABERT.

La continuation de la vente aux enchères publiques par adjudication volontaire des biens immeubles du sieur Antoine-Marie Firpi de Bastia, aura lieu le samedi, 6 novembre prochain, à 11 heures du matin en l'étude de M^r Vincent Guasco, notaire à Bastia, rue Spinoia.

On mettra aussi en vente sous les mêmes charges et conditions imposées pour les autres biens du dit sieur Firpi, sa grande propriété consistante en terrain labourables avec oliviers, mûriers et amandiers, terrain provigné, près, terrains marécageux, maison composée de rez-de-chaussée et deux étages, et enfin une autre maison servant d'écuries et de magasins à fourrages situées au lieu dénommé Fornacina, territoire de Furiani, canton de Borgo.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Portoferrajo, 7 octobre, bat. à vap. Létizia, c. Bertocci, passagers.
De la mer, 7 id. frégate à vapeur de l'Etat Vauban, c. de vais. Saulmier de Vauchelle, militaires condamnés.
De la mer, 7 id. bat. à vap. de l'Etat Liamone, c. de Correll, lieutenant de vaisseau.
Livourne, 8 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, blé et passagers.
Mételin, 9 id. bombarde Bonne-Elise, de 68 tx, c. Santi, huile.
Ajaccio, 10 id. bat. à vap. Létizia, c. Bertocci, pass.

MAGNÉSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

2 Fr. 50 c. le Flacon, absorbe les aigreurs et facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^{te}.

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, en régularisant les fonctions de l'estomac et des intestins, détruit la constipation, guérit la diarrhée et la dysenterie, les maladies nerveuses, les gastrites, gastralgies, rétablit la digestion, prévient la langueur, le dérèglement, la débilitation, abrège les convalescences 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant le cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. (8256.)

avant. Les minotours en sont bien boisés et couronnés par des collines qui s'élèvent en amphithéâtre autour de ses eaux dormantes.

En côtoyant l'île de Wight, au Nord, l'on aperçoit un joli château de style saxon tout couvert de lierre et sur lequel flottait avec fierté le drapeau d'Albion. Un peu plus loin, et au fond d'une anse fort gracieuse, s'élève sur l'une des collines qui la dominent la nouvelle résidence de la reine d'Angleterre Osborne-House. Enfin le joli village de Wight est le dernier que l'on visite dans cette excursion fluviale, comme celui qui fait face à l'entrée du Portsmouth. Aussitôt arrivé dans ce port naval je m'empressai de visiter quelques amis qui y étaient en villégiature. — Descendu à George-Hôtel, High Street, où je pris le thé, je m'informai de la direction à suivre, et à 7 heures j'étais rendu à Portland-place 18, South-Sea, où je serai la main de personnes heureuses de me revoir après 9 mois d'absence.

Je fus accueilli avec la plus grande bienveillance, et il n'est pas d'attention dont l'hospitalité britannique ne m'ait comblé en cette circonstance. Le lendemain matin, après avoir jeté un coup d'œil sur la rade, le port et les redoutables fortifications qui en défendent l'entrée étroite, je me dirigeai une seconde fois vers Southampton, accordant ma préférence dans cette occasion à la voie de terre, c'est-à-dire, au chemin de fer, grâce auquel je parcourus la distance en une heure de temps. — A deux heures de l'après-midi j'étais à bord du *Dea*, et à 4 heures moins 14 ce bateau faisait route pour sa destination. Le soir, vers les 6 heures, l'on nous servit à dîner. La mer était jusqu'à la favorable aux goûts gastronomiques des convives, mais nous étions encore en rivière....

Cependant, ce beau temps ne se démentit pas, et le lendemain 18 l'on pouvait dire qu'il faisait encore plus beau, quoique nous eussions déjà une légère mer d'ouest, avec une petite brise soufflant dans la même direction, et par conséquent, contraire à notre navigation.

À dix heures du matin, c'était un dimanche, il y eut revue et appel de tout l'équipage. — À 11 heures l'on assista au service divin, célébré, cette fois, avec plus de pompe que de coutume, par les pasteurs protestants que nous avions à bord, et à la tête desquels figurait l'évêque anglican de la Jamaïque. — Quoique le service fût célébré avec toute l'union et le respect désirables, soit préjugé de ma part, soit autrement, je trouvai que le jeune célébrant avait en lui quelque chose de trop mondain pour un lévite du Seigneur. Son regard paraissait d'autant plus voluptueux qu'il l'armait parfois d'un de ces regards si à la mode en France parmi nos lions. — Ce fut là ma première impression, elle pouvait être fort injuste; et, à ce propos, je me rappelle de deux passages de l'évangile que tu me permets de citer afin de faire amende honorable sur ce que je viens de dire : « Ne jugez pas, et vous ne serez point jugés? — Avant de dire, mon frère, laissez-moi ôter la paille que tu as dans ton œil; ôtez donc la poutre que vous avez dans le vôtre.... »

Après la prière vint le goûter, qui avait lieu tous les jours, régulièrement, à midi; à 4 heures l'on servit le dîner, et, à sept ce fut l'heure du thé. — Tous ces repas me parurent être proprement et abondamment servis, quoique toute espèce de liqueur, l'eau exceptée, se payât à part. — Les convives étaient près de cent. Ils auraient été plus nombreux si l'on y avait admis les enfants qui présentaient leurs repas, à part, avec les hommes et les valets de chambre, une heure avant les autres. Leur table se composait d'une 30^e de personnes. — Il y avait donc huit tables à servir par jour; ce qui n'était pas une petite besogne.

Nous étions en tout cent-vingt passagers; dont dix appartenaient à la marine royale et prenaient leurs repas avec les officiers et les matelots du bord, suivant leurs grades respectifs. — Il y avait en outre plusieurs autres tables; et pour les officiers mécaniciens, et pour les stewards et pour les sous-officiers, et pour les contre-maitres, et pour les servants, et pour les cuisiniers, etc., etc. car tout ce monde-là observe scrupuleusement la hiérarchie, et ne se mêle jamais, ni avec ceux qu'il considère comme au-dessus de lui, ni avec ceux qu'il place au-dessous de sa personne : c'est la société anglaise transportée sur un vaisseau, voilà tout; rien ne saurait la faire déroger aux idées et aux usages de la mère-patrie.

Le 19 suivant le temps se gâta. — Tout à-coup le bruit se répandit que nous aurions un orage. La colonne barométrique était subitement tombée, et l'équipage semblait se disposer froidement à la rencontre de quelque grande tempête. Nous étions alors par le parallèle du golfe redoutable de Gascogne.

Vers midi, tout l'horizon s'assombrissait; la pluie commença à tomber et la mer à baigner le pont de ses vagues courroucées. A une heure pomeridienne je fus obligé de me coucher. Le vent et la mer d'ouest avaient considérablement grossi. — Les hauts-mâts furent abaissés et les voiles de fortune remplacèrent les voiles ordinaires. Un rouli affreux me balançait de la tête aux pieds. La nuit se présentait fort mauvaise, et elle le devint en effet.

Pendant que tout était désordre et confusion dans ma cabine, pendant qu'aucun meuble ne pouvait tenir en place sur l'entrepont, les cris plaintifs des ôies jetées au-dessus de ma tête, et le bruit d'enfer qui avait lieu auprès de la machine étaient les seuls échos qui venaient se mêler au bruit des vagues, aux sifflements du vent aux milieu d'une ténébreuse nuit.

De peur de faire de cette lettre un volume, je m'arrête, prêt à faire passer la suite, etc. etc. à un autre